

Le séisme du Haut Atlas vu d'Ouneine

Mohamed Tozy
Sciences Po, Aix-en-Provence

Sociétés politiques comparées, 62, janvier-avril 2024

ISSN 2429-1714

Éditeur : Fonds d'analyse des sociétés politiques, FASOPO, Paris | <http://fasopo.org>

Citer l'article : Mohamed Tozy, « Le séisme du Haut Atlas vu d'Ouneine », *Sociétés politiques comparées*, 62, janvier-avril 2024,

http://www.fasopo.org/sites/default/files/charivaria1_n62.pdf



Le séisme du Haut Atlas vu d'Ouneine Résumé

Quelques mois après le tremblement de terre qui a secoué le Haut Atlas en septembre 2023, l'analyse de la façon dont se sont organisés les secours et la vie après le séisme permet de revenir sur ce que celui-ci peut nous apprendre des façons de gouverner et des transformations de la société marocaine. C'est en tant qu'acteur engagé, mais avec son bagage de chercheur en sciences sociales, que Mohamed Tozy nous propose une analyse à partir de la commune de l'Ouneine (qui comprend 70 villages) à partir duquel il travaille depuis une quarantaine d'années. Il met en évidence des tensions et des décalages dans les perceptions et les attentes, une intervention étatique à la fois efficace dans l'urgence et inefficace dans le temps long de la routine bureaucratique, la pluralité d'une société civile dynamique mais parfois déconnectée des réalités locales... Il remet en cause des idées reçues sur l'enclavement et l'archaïsme de cette région et montre les velléités d'émergence d'une modernité alternative.



The High Atlas Earthquake as Seen from Ouneine Abstract

A few months after High Atlas was rocked by an earthquake in September 2023, analyzing how relief efforts and life were subsequently organized provides an opportunity to look back at what the quake reveals in terms of ways of governing and transformations of Moroccan society. It is as a committed actor, but with his background as a social scientist, that Mohamed Tozy offers us his analysis based on the township of Ouneine (comprising 70 villages) where he has been working for some forty years. It highlights tensions and discrepancies in perceptions and expectations, state intervention that is both effective in an emergency and ineffective in the long run of bureaucratic routine, the plurality of a dynamic civil society that is sometimes disconnected from local realities... It challenges preconceived ideas about the region's isolation and archaism, and shows the emergence of an alternative modernity.



Mots-clés

Haut Atlas ; Maroc ; modes de gouvernement ; société civile ; Targa ; tremblement de terre.



Keywords

Civil society; earthquake; High Atlas; modes of government; Morocco; Targa.

Le tremblement de terre qui a frappé la région du Haut Atlas occidental dans la nuit du vendredi 8 au 9 septembre 2023 est l'un des plus violents de l'histoire du Royaume. Le bilan communiqué le 27 septembre 2023 est lourd : on compte 2 960 décès, 4 661 blessés légers et 1 239 blessés graves. Six provinces (Marrakech, Taroudant, Haouz, Chichaoua, Ouarzazate et Azilal) et 2 930 douars (villages) touchés, 64 routes bloquées et plus 59 674 bâtiments détruits, dont 32 % totalement¹. Un drame collectif terrible, qui a mis au jour certains dysfonctionnements, notamment en matière de normes de construction, de culture politique et d'inégalités. Comme dans d'autres situations limites – séisme d'Al Hoceïma de février 2004, épidémie de Covid-19, drame d'Anfgou en 2007 –, les effets de grossissement qu'ils induisent permettent de mieux appréhender les façons de gouverner dans le Maroc contemporain, de constater la réalité d'un État-nation omniprésent, et de se saisir dans le même temps de certains éléments invisibilisés d'une culture politique complexe adossée à des institutions tout aussi invisibilisées, comme le douar, la tribu, la famille. Cette situation « limite » permet de faire mien le style de l'essai et d'assumer le « je » de l'acteur engagé sans pour autant oublier la boîte à outils d'une sociologie politique qui interroge aussi bien les politiques publiques de l'État que les processus de décentralisation et de déconcentration, la diffusion d'une réglementation de gestion des crises par le haut, le déploiement de normes pensées en alcôve au mépris des savoir-faire vernaculaires, du vécu des collectivités territoriales (commune et région), ou encore les transformations en cours dans la société marocaine.

Ce drame a révélé de nombreuses tensions entre le local et le national, le communautaire et l'étatique, l'amont et l'aval en zone de montagne, les perceptions du temps long et du temps court. Il a permis de se rassurer sur la réactivité et l'agilité des institutions, la solidité de la société civile. Il a aussi été l'occasion d'une démonstration de souveraineté et de solidarité, souvent difficiles à comprendre depuis l'étranger². Le séisme du Haut Atlas central, et non pas celui du Haouz comme se plaisent à le nommer aussi bien l'administration que les médias, privilégiant ainsi la dimension administrative plutôt que la dimension géographique et humaine, a révélé un énorme déficit de connaissance des réalités du monde rural.

Le Roi, qui opère à travers une pluralité de registres où la rentabilité se calcule sur d'autres temporalités, a cru devoir publier trois communiqués, les 9, 14 et 20 septembre, les situations du moment imposant la mobilisation d'un registre de gouvernement spécifique, puisé autant dans la constitution de 2011, dans les standards de la gestion de crise préconisée par l'OCDE et la Banque mondiale³ que dans l'imaginaire impérial et millénaire de la collectivité. Quelques heures après le séisme, c'est le chef de l'État (c'est-à-dire le roi) qui tient conseil et qui se met en position de gestion de l'urgence. Il commence par mobiliser l'armée, en conformité avec ses compétences constitutionnelles de chef d'état-major⁴, mais donne la main au chef du gouvernement pour la coordination des actions d'urgence parce que les urnes l'en ont désigné responsable. Dans le même temps, il n'oublie par son statut de commandeur des croyants soucieux, en situation de monopole de la gestion du champ religieux, d'assurer la continuité des services publics religieux et ordonne « au ministre des Habous et des Affaires islamiques l'accomplissement de la prière de l'absent (*Salat Al Ghaib*) dans l'ensemble des mosquées du Royaume, pour le repos de l'âme des victimes⁵ ». Le 14 septembre, alors même que la polémique enfle autour du refus du Maroc d'accepter l'aide des États étrangers, à qui l'on impute la volonté de lui donner, à un moment tragique, une dimension politique en limitant l'accès des sauveteurs aux seuls sauveteurs espagnols, qataris, émiratis et anglais, un deuxième communiqué fait étalage de la dimension souveraine :

¹ « Infographie. Les données du séisme d'Al Haouz en un seul coup d'œil », Medias24, 18 octobre 2023, <https://medias24.com/2023/10/18/infographie-les-donnees-du-seisme-dal-haouz-en-un-seul-coup-doeil/> (consulté le 28/05/2024).

² Voir l'introduction au dossier sur la souveraineté économique au Maroc : Nadia Hachimi-Alaoui et Béatrice Hibou, « Souveraineté économique, lieu du politique. Réflexions à partir du cas du Maroc », *Politique africaine*, n° 171-172, 2023, pp. 9-35.

³ <https://www.gestionrisques.ma/programme-gestion-risques-vers-strategie-nationale.aspx> (consulté le 29/05/2024).

⁴ « Il est rappelé à cet égard que sur Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Chef suprême et Chef d'État-major général des Forces Armées Royales, les FAR ont déployé d'urgence des moyens humains et logistiques importants, aériens et terrestres, ainsi que des modules d'intervention spécialisés à base d'équipes de recherche et sauvetage et d'un hôpital médico-chirurgical de campagne. » Communiqué du cabinet royal du 9 septembre 2023.

⁵ Communiqué du 9 septembre 2023.

Les mesures devront non seulement œuvrer à réparer les dégâts du séisme, mais également à lancer un programme réfléchi, intégré et ambitieux pour la reconstruction et la mise à niveau générale des régions touchées, aussi bien en termes de renforcement des infrastructures que de rehaussement de la qualité des services publics. Ce programme aux dimensions multiples mobilisera principalement les moyens financiers propres de l'État et des organismes publics, et sera également ouvert aux contributions provenant des acteurs privés et associatifs, ainsi que des pays frères et amis qui le souhaiteraient et auxquels Sa Majesté le Roi renouvèle, à cette occasion, les remerciements les plus sincères du Royaume du Maroc⁶.

Le 20 septembre, au moment où le débat devient intense sur la nécessité de déplacer ou non les populations et sur la valeur patrimoniale du Haut Atlas, le Roi se positionne à contre-courant de la logique bureaucratique en invitant « le gouvernement à décliner la vision présentée au niveau de chacune des provinces et préfectures concernées. Le Souverain a ainsi de nouveau insisté sur l'importance d'être à l'écoute permanente de la population locale afin de lui apporter des solutions adaptées, tout en accordant l'importance nécessaire à la dimension environnementale et en veillant à respecter le patrimoine unique et les traditions et modes de vie de chaque région⁷ ». Cette intervention, paradoxalement sollicitée par les acteurs les plus en pointe sur la réforme de l'État et la modernisation de ses modalités d'action, ruralistes, sociologues, géographes, architectes, a fini, du moins formellement, par amener l'administration à lisser son discours et à parler de co-construction, d'action participative et de prise en compte des savoirs locaux. On verra plus loin qu'on en est resté au stade des bonnes intentions, la logique bureaucratique ayant pris le pas sur le fait-main.

Plus de six mois après le séisme, deux questions se posent dès lors que l'on dépasse cette image trompeuse d'une omnipotence royale et d'une solidarité exemplaire : quelle est l'efficacité de l'État dans toutes ses dimensions, gouvernement, armée, ministère de l'Intérieur, communes, région, diverses administrations sectorielles ? Et quelle est la crédibilité d'une société civile, elle aussi plurielle et en pleine mutation parce que travaillée par des effets de génération et l'usage massif des nouvelles technologies qui génèrent des effets d'éviction des uns et d'affirmation des autres – ONG nationales, fondations officielles adossées à des établissements publics ou à des courants politiques, associations de développement villageoises, *jma'as* traditionnelles, influenceurs, groupes WhatsApp d'originaires de la région, associations des « Marocains du monde », associations des résidents étrangers au Maroc ?

Pour essayer de répondre à ces questions, j'ai privilégié une entrée « par le bas », à partir de la petite commune d'Ouneine que je fréquente en tant que chercheur depuis 1985 et en tant que responsable d'une ONG (Targa⁸) depuis le milieu des années 1990. Les liens avec cette région sont intimes parce que c'est là où j'y ai noué les plus belles complicités intellectuelles (avec Tamim, Dahman, Mahdi, Iraki...) et y fais une partie de mon apprentissage du terrain. Le matériau que je vais utiliser ne se résume pas à l'abondante documentation disponible, aux observations *in situ* lors de deux missions⁹ de septembre et novembre 2023 et à mes carnets d'enquête sur les vingt dernières années. Pour saisir le fil d'une réalité en construction, j'ai trouvé intéressant d'utiliser les échanges au sein d'un groupe WhatsApp¹⁰ composé d'Abdesslam Dahman¹¹,

⁶ Communiqué du Cabinet royal du 14 septembre 2023.

⁷ Communiqué du Cabinet royal du 20 septembre 2023.

⁸ Targa-Aide (Association interdisciplinaire pour le développement et l'environnement) est une association créée en 1998 et déclarée d'utilité publique une vingtaine d'années plus tard. Le noyau dur est constitué par les membres fondateurs présents sur le terrain et travaillant ensemble depuis le début des années 1980. Il s'agissait d'un groupe de jeunes enseignants au sein de la Direction de développement rural, structure créée par le sociologue marocain Paul Pascon en marge de l'organigramme officiel de l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, sorte d'atelier de formation en sciences du développement associant ingénieurs et sociologues pour entreprendre l'identification et la mise en œuvre de petits projets de développement communautaires (principalement dans la vallée de l'Ouneine dans le Haut Atlas et dans les oasis du Sud-Est mauritanien). Voir <https://www.targa-aide.net> (consulté le 29/05/2024).

⁹ Mission de 15 au 17 septembre 2023 et mission du 3 au 6 novembre 2023.

¹⁰ J'ai choisi de transcrire et de mettre en encadré le fil des discussions tel quel, sans corriger les coquilles.

¹¹ Abdesslam Dahman Saidi m'a récemment succédé en tant que président de Targa dont il était précédemment le secrétaire général. Il était professeur à l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, spécialiste en énergies renouvelables. C'est un compagnon de terrain depuis 1985. Nous avons fait ensemble plusieurs séjours en Mauritanie et au Mali dans le cadre de projets de transfert de technologie Sud-Sud financés par la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) et le Fida (Fonds international de développement agricole), de 1985 à 2005. Et c'est aussi lui qui a piloté un projet d'électrification autogéré à Ouneine en marge du réseau national. Nous avons fondé ensemble Targa en 1998. Voir Benjamin Michelon, Jacques Dos Ghali, Jean-Claude Bolay, Abdeslam Dahman Saïdi, Ali Nejmi, Mohamed Tamim, Mohamed Tozy, Mohamed Yghir, Jean-Jacques Simond, *Électrification rurale décentralisée : les leçons de la vallée de l'Ouneine*, Cahier de la coopération, n° 7, Lausanne, École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), juillet 2010.

Mohamed Mahdi¹², Aziz Iraki¹³, Zakaria Kadiri¹⁴, Zakaria Tijani¹⁵, Hassan Mouks¹⁶ et Afaf¹⁷, Chriki¹⁸, Faouzi Senhaji¹⁹, Boukartacha²⁰, Fadma Aït Mouss²¹, Ahmed Bendella²², Fatima Chahid²³, Walid²⁴, Abderrahim²⁵, Youssef²⁶, et surtout les remontées de terrain de mon ami Mohamed Tamim²⁷ qui y était en vacances le jour du séisme et qui a choisi de rester sur place durant tous les mois de septembre et d'octobre. J'ai aussi utilisé les échanges d'un autre groupe WhatsApp qui réunissait une trentaine de personnes membres de l'association Targa entre le 12 septembre et le 12 octobre. 1 293 posts plus ou moins longs éclairent le contexte ; ils donnent surtout le ton sur l'évolution des perceptions de personnes appartenant à des champs d'expertise très différents (architectes, sociologues, agents de développements, ingénieurs), toutes mues par leur attachement à la région et par une forme d'engagement citoyen aussi solide que discret. L'analyse de ce corpus ne prend pas en compte les aspects lexicographiques, la longueur des textes, les audios ou les dessins. Le corpus permet juste de saisir la chronologie du développement des thèmes et des problèmes, des tensions et des différences de perception, et les effets de la trajectoire de chacun, mais aussi de la situation. Pour cerner les mutations en cours dans les métiers de l'agriculture et de l'élevage, le rapport à l'État, aux autorités locales et aux élus, j'ai préféré partir de personnages anodins, Brahim²⁸, Aïcha 1²⁹ et Aïcha 2³⁰ de Tiguicht, ainsi que

¹² Mohamed Mahdi est professeur à l'ENA de Meknès, anthropologue du rural, auteur de plusieurs livres sur la montagne dont *Pasteurs du Haut Atlas. Production pastorale, droit et rituel*, Casablanca, Fondation Konrad Adenauer, 1999, et *Retour à Imlil. Naissance d'un territoire de développement*, Casablanca, Cresc/Targa/La croisée des chemins, 2023.

¹³ Aziz Al Maoula Iraki est géographe, avec une formation initiale d'architecte, professeur à l'INAU (Institut national d'aménagement et d'urbanisme) et auteur entre autres de *Les notables du makhzen à l'épreuve de la « gouvernance ». Élités locales, gestion urbaine et développement au Maroc*, Paris/Rabat, L'Harmattan/INAU, 2003 ; et sous sa direction, *Mobilisation collectives, mouvement associatif et procédures de mise en œuvre de l'INDH dans les quartiers cibles. Synthèse 2*, Projet de recherche, Rabat, INAU/ONDH, 21 juin 2016.

¹⁴ Zakaria Kadiri est professeur de sociologie rurale à la Faculté des lettres et des sciences humaines de Casablanca, avec une formation initiale en agronomie. Il travaille notamment sur les jeunes ruraux et a écrit, entre autres, avec Fadma Aït Mous, *Les jeunes du Maroc. Comprendre les dynamiques pour un nouveau contrat social*, Rabat, HEM-Economia Research Center, 2021, et avec Mohamed Errahj et Mohamed Tozy, « L'eau d'irrigation et les élections communales au Moyen Sebou : l'association des irrigants comme espace de compétition politique », in Mohamed Tozy (dir.), *Élections au Maroc. Entre partis et notables (2007-2009)*, Casablanca, Centre marocain des sciences sociales/Imprimerie Najah al Jadida, 2010, pp. 199-227.

¹⁵ Zakaria Tijani, biologiste, est chargé du développement au sein de Targa. Il porte entre autres le projet « Label bonne gouvernance des communes ». Il est originaire d'Ouneine (douar Afourigh).

¹⁶ Hassan Mouks, coordinateur régional (région Marrakech/Safi) du projet de Targa « Lutte contre les disparités territoriales », est originaire d'Ouneine (Takoucht).

¹⁷ Afaf El Fassi, ex-assistante de direction de Targa pendant 20 ans, anime le groupe Anmougar.

¹⁸ Rachid Chriki, membre de Targa, ancien employé de l'association, est docteur en système d'information géographique (SIG). Il dirige actuellement un bureau d'études sur les questions de développement.

¹⁹ Faouzi Senhaji, professeur à l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II de technologie alimentaire, est l'un des grands spécialistes marocains des effets du changement climatique. C'est un ancien du Grere (Groupe d'études et de recherche sur les énergies renouvelables et l'environnement).

²⁰ Rachid Boukartacha est architecte, ancien directeur de l'Institut Terre.

²¹ Fadma Aït Mouss, professeure de sociologie à la Faculté des lettres et des sciences humaines de Casablanca, travaille sur les questions de genre. Elle a écrit entre autres, *Les années creuses du nationalisme marocain*, Thèse de doctorat, Casablanca, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, 2012, et avec Yasmine Berriane, « Le mouvement des Soulliyates : une mobilisation sectorisée », in Amin Allal et Thomas Pierret (dir.), *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Paris, Armand Colin, 2013, pp. 83-85.

²² Ahmed Bendella est sociologue au Conseil économique, social et environnemental. Il est notamment l'auteur de « Une catégorie juridique pour gouverner la question du social », in B. Hibou et I. Bono (dir.), *Le gouvernement du social au Maroc*, Paris, Karthala, 2016, pp. 275-320.

²³ Fatima Chahid, militante associative, est ancienne dirigeante de l'Amsed (Association marocaine de solidarité et de développement) et de l'ADFM (Association démocratique des femmes du Maroc).

²⁴ Walid Lamari, actuellement inspecteur des finances, était chargé de projet à Targa au moment du séisme.

²⁵ Abderrahim est ingénieur à Targa, en charge de la programmation informatique.

²⁶ Youssef Lahboussi est employé à Targa, auparavant chauffeur et actuellement responsable de l'unité audiovisuelle.

²⁷ Mohamed Tamim est économiste et géographe, professeur à l'INAU. Sa thèse a porté sur la vallée de l'Ouneine dont il est originaire. C'est notre maître à penser la montagne, sobre, frugal, pieux sans ostentation et extrêmement perspicace. Parmi ses travaux, *Reproduction sociale, territorialité des populations et pouvoir local. Cas de la vallée d'Ouneine dans le Haut-Atlas*, Thèse de doctorat d'État en géographie, Rabat, Faculté des lettres et sciences humaines, 2005 ; avec Aziz Iraki, *La dimension territoriale du développement rural au Maroc. Études géographiques*, Rabat, Publications de l'INAU/Éditions Kalimat, 2013 ; avec Aziz Iraki et Mohamed Tozy, *Participation des populations et développement rural au Maroc*, Pnud/FAO, 2013.

²⁸ Brahim est un jeune paysan du douar de Tiguicht à qui j'avais consacré un portrait dans un texte publié au lendemain de l'épidémie de Covid-19. Son âne est devenu le symbole de la résilience de la vallée. Voir Mohamed Tozy, « Le jour d'après », in *Mesure et démesure. 2. Style de vie*, Arles, Arnaud Bizalion éditeur, coll. « La fabrique de la Méditerranée », pp. 91-97.

²⁹ Aïcha 1 est la belle-sœur de Tamim, C'est d'elle qu'il parle dans son récit du 10 septembre. Son histoire est touchante. Mariée depuis quarante ans à Housseine Tamim, typographe retraité de l'Imprimerie nationale, et surtout radio amateur qui passe ses soirées à converser avec des marins du détroit d'Ormuz ou de celui de Béring bien avant le triomphe de l'Internet à Salé, Aïcha est arrivée à Ouneine en juillet pour prendre soin de sa mère malade. Elle est restée du côté de Tamtarga pour s'occuper d'elle jusqu'au jeudi 7 octobre. La mère rétablie a été l'une des rares victimes du séisme à Tinssemal.

³⁰ Aïcha 2 est la cousine de Tamim, employée d'une agence de voyages à Marrakech. C'est elle qui a été derrière le convoi des motards dont je parle dans le texte.

Lahcen³¹ d' Afourigh, et de faits à faible intensité tels que les questions se posant autour de l'âne de Brahim, des serviettes hygiéniques à distribuer, des latrines à construire, ou d'une demande de machine à laver³². Cette approche par les acteurs subalternes permet de rendre compte des conflits de rationalité en faisant un pas de côté par rapport à un raisonnement dualiste qui ne réfléchit que par opposition et à la propension à analyser le changement de façon linéaire, en étant ainsi incapable de décrire le changement ou de le voir au sein même d'institutions pensées comme figées et stériles³³ : la femme au et dans le foyer, le douar³⁴, la *jma'a*³⁵, le *moqaddem*³⁶, l'*amghar*...



Photo 1. Vue du Douar Tanmajmat à partir du gîte de Targa (© Mohamed Tozy)

À 30 km à vol d'oiseau de l'épicentre du séisme, Ouneine est située sur le versant sud du Toubkal, dans le Haut Atlas. Il s'agit d'un bassin interne de forme quasi circulaire, délimité par une série de crêtes dépassant 2000 mètres et drainé par l'Assif Lmdad, un des affluents supérieurs de l'oued Souss. Cette vallée, appartenant à la province de Taroudant, forme un canton montagnard d'environ 200 km², dont l'altitude varie entre 900 m et 2816 m. Elle est composée de plus de 67 douars, regroupant environ 1 300 foyers et totalisant une population d'environ 10 000 habitants de langue et culture berbères, répartis sur les flancs de ce cirque naturel le long d'une ligne de sources.

L'enclavement était l'une des caractéristiques principales de la vallée. Désormais, le goudron la relie à la plaine du Souss et à la vallée de Tifnout, mais c'est une route difficile, un calvaire pour des citoyens qui viennent des grandes métropoles, surtout en période de pluie ou de neige. De même, les liaisons entre les villages et le chef-lieu de la commune rurale connaissent des conditions similaires, et parfois plus difficiles encore. L'ancienne voie de passage caravanier et muletier décrite par la *Rihla de Tassaft*³⁷ entre Taroudant

³¹ Lahcen est le jeune d' Afourigh qui a mobilisé le chef du gouvernement.

³² L'histoire de la machine à laver est édifiante sur les changements en cours. Le 16 septembre, j'ai été, avec Mohamed Mahdi, à Adouz. La femme du gardien du foyer féminin m'a invité à voir les dégâts de sa maison en partie détruite. En partant, je lui ai demandé si nous pouvions faire quelque chose pour l'aider. Elle m'a dit : « J'ai juste besoin d'une machine à laver le linge. » Je m'attendais à tout sauf à ça. À aucun moment, je n'aurais pensé que telle était sa priorité, tellement je suis resté attaché à ces images de femmes faisant la lessive dans le lit de l'oued. Quelques jours après, grâce à une cagnote improvisée, Zakaria Tijani a pu faire venir une machine à laver de Taroudant.

³³ Béatrice Hibou et Mohamed Tozy, *Tisser le temps politique au Maroc. Imaginaire de l'État à l'âge néolibéral*, Paris, Karthala, 2020.

³⁴ Village.

³⁵ Assemblée traditionnelle des chefs de foyers.

³⁶ Auxiliaire d'autorité au niveau du quartier ou du douar.

³⁷ Colonel Jutinard, *La Rihla du marabout de Tassaft : Sidi Mohamed, Ben el haj Brahim ez Zerhouini. Notes sur l'histoire de l'Atlas*, Paris, Geuthner, 1940.

et Marrakech, qui passait par le col de Wijddane (2089 m), est restée au stade de piste entretenue par les populations. L'État n'a pas estimé qu'elle était prioritaire du fait du découpage administratif qui rattachait la commune à la province de Taroudant et non à celle de Tahanaout. Malgré son aspect enclavé, l'Ouneine est loin d'être un canton montagnard isolé, refermé sur lui-même et à l'écart de tout échange, comme les médias et les urbains ont présenté ces communes juste après le séisme. Bien au contraire, c'est un lieu de passage historique et un couloir de circulation des populations où cinq fractions se sont fixées autour de grandes sources hydrauliques dominant des périmètres irrigués pour constituer ce qu'on peut appeler la « tribu » de l'Ouneine. Du point de vue des sciences sociales, il s'agit là d'une fiction qui remet en cause la vieille théorie anthropologique de la tribu³⁸ liée par le sang, issue d'un ancêtre commun. Ouneine est représentative d'un écosystème de haute montagne qui requiert une approche spécifique. Au lendemain du séisme, une bonne partie de la bureaucratie et de la classe politique l'a oublié. Comme partout dans le monde, les écosystèmes de montagne se modifient rapidement. Ils sont exposés à une érosion accélérée du sol, à des glissements de terrain et à une perte rapide de l'habitat et de la diversité génétique.

La croissance démographique de la population de la vallée est plutôt stable. L'Ouneine peut être considérée comme une sorte de « réservoir démographique ». Le niveau d'éducation et de technicité de la population reste relativement bas, mais les familles ont peu à peu développé des stratégies de survie à travers un réseau complexe de relations migratoires basées sur la solidarité entre la vallée et l'extérieur. Le mouvement migratoire saisonnier fournit des ressources financières essentielles aux foyers de la vallée, ceux-ci ayant tous au moins un émigré parmi les leurs, avec lequel ils entretiennent des liens étroits. Les émigrés établis depuis un certain temps dans les villes du Maroc ou à l'étranger servent à leur tour de relais indispensable pour les nouveaux arrivants issus de l'Ouneine. Le phénomène de la migration, qu'elle soit saisonnière, permanente ou permanente pendulaire³⁹, joue un rôle central dans la structure socio-économique de la vallée. Les ressources productives sont donc relativement diversifiées, ce qui est caractéristique de l'économie des exploitations agricoles de montagne. Celles-ci sont modestes mais l'alternance entre récoltes et ventes de produits d'élevage assure la survie des familles. Pourtant, 11,5 % des foyers ne disposent pas de terre et sont obligés de travailler chez les autres ; cela constitue l'un des principaux indices de pauvreté de la vallée. Enfin, les services et le commerce représentent 7 % du PIB de la vallée. Ce chiffre, quoique modeste, reste significatif pour une zone de montagnes enclavée, compte tenu du pouvoir d'achat réduit des populations⁴⁰. La situation de ce canton du Haut Atlas est résumée dans cette phrase courte répétée par les vieux comme les jeunes quand on leur demande d'évaluer leur situation sur l'échelle de la richesse : « on n'en a pas mais on n'en a pas besoin », ce qui est rendu par cette formulation en darija (arabe marocain) : « *ma3andnach ou ma khassnach* ».

J'ai longuement hésité sur la façon de présenter des données abondantes, fragmentées et de valeurs inégales : opter pour la diachronie en suivant le déroulement linéaire des événements, ou au contraire privilégier une approche synchronique qui intègre et s'accommode de la polyphonie du discours du dedans et du dehors, celui des victimes traumatisées, des citoyens des métropoles virtuellement indignés, des autorités tantôt tétanisées par l'ampleur du drame, tantôt sûres de leur fait et imposant des solutions par le haut. C'est une chance d'avoir Tamim sur place, ce qui m'a permis d'en faire le fil rouge de ma description. Celle-ci suivra donc le déroulé chronologique des événements en mettant à chaque fois en miroir les remontées du terrain, les données officielles, ainsi que les analyses et les informations en provenance des médias et des réseaux sociaux.

³⁸ Abderraman Lakhsassi et Mohamed Tozy, « Le Maroc des tribus, mythe ou réalité ? », in Hosham Dawod (dir.), *Tribu et pouvoirs en terre d'Islam*, Paris, Armand Colin, 2004, pp. 169-200.

³⁹ Le rythme de la pendulation est de quelques semaines, les jeunes partent pour travailler dans le bâtiment et reviennent au village quand la charge de travail est trop importante pour ceux qui restent, généralement les femmes, les enfants et les personnes âgées.

⁴⁰ Enquête sur site de Mohamed Tamim.

Récit de Tamim. La nuit du 8 septembre 2023 et les semaines qui ont suivi le tremblement

Au moment où le tremblement a frappé, j'étais en train d'écrire, sur mon ordinateur, un article académique que je devais présenter le 8 novembre dans un colloque à la Faculté des lettres de l'université d'Agadir. J'écrivais sur le sujet suivant : « Que signifie vivre dans le morceau de montagne du Haut Atlas où je me trouve, qu'est-ce que cette vie exige de chacun, et comment chacun perçoit cette vie ? » Pour cela, je focalisais le regard sur Brahim (chef de ménage de six personnes) et son âne, pour lesquels je montais un portrait. Brahim ne peut travailler tout seul, sans son âne qui l'aide. Brahim m'a dit qu'il travaillait cinq mois par an chez les autres, et son âne travaillait quatre mois. Mais le reste du temps, ils travaillent tous les deux dans l'exploitation familiale ou vont au souk. Et cela dure depuis que cet âne, acheté tout jeune, a commencé à porter le bât.

Je me trouvais donc seul au premier étage de la maison. Ma femme, mon frère et sa femme, étaient tous en bas au rez-de-chaussée. Mais ma femme et ma belle-sœur venaient juste de rentrer à la maison après avoir accompagné une dame veuve, de la famille, qui était rentrée chez elle au bout Est du village. Elle avait dîné avec nous, et comme elle était seule chez elle, elle venait chez nous pour passer la soirée. Mon frère, lui, travaillait sur son ordinateur : il arrangeait, je pense, des photos et des vidéos prises pendant la journée. Notre maison se trouve donc à l'autre bout, Ouest, du village.

Donc juste quelques secondes après l'entrée de ma femme et de ma belle-sœur dans la maison, vers 23h10, il y a eu le bruit infernal et indescriptible du tremblement. Elles ont eu de la chance, car elles seraient devenues folles ou écrasées par les pierres des murs qui tombaient si elles étaient encore dans la rue vide du village.

Au début, je me suis dit que c'était une bombe atomique entre l'Ukraine et la Russie qui avait fracassé le monde. Puis j'ai cru qu'un corps armé attaquait le village et était entré dans notre maison (car on entendait parmi les bruits comme celui des mitraillettes) ; puis celui de trains qui se rentraient dedans dans une gare – car il y a une gare à proximité de notre maison à Rabat et on entendait ce genre de bruits. Puis les bruits sont devenus lourds... disons que quelque chose d'autre était en train de se produire : le tremblement de terre !

Mon frère nous a raconté après qu'il croyait au début que c'est un gros avion qui s'était écrasé près du village, car il avait vu une lumière blanche sur le versant de la montagne en face de notre village.

C'était pendant quelques secondes certes, mais pour moi c'était une éternité dans laquelle je me suis dit que c'était la fin. Un courant électrique m'a traversé comme un éclair, et je ne sentais plus rien, car j'étais déjà mort.

Je me suis levé et j'ai sauté les escaliers pour voir les autres en bas. Ma belle-sœur avait enveloppé ma femme dans ses bras et était recroquevillée sur elle par terre, pour la protéger. Un gros courage.

Je les ai tirées rapidement vers le milieu de cet espace devant la porte et autour duquel il y a deux chambres et la cuisine, juste en dessous de la zone découverte de la maison qui laisse voir le ciel. Pour que le plafond ne leur tombe pas sur la tête. Je leur ai dit de ne pas bouger, et je suis allé ouvrir la porte dont le cadre s'était tordu, et la porte ne voulait pas s'ouvrir. Mon frère, lui, était complètement absent : il se tenait à la porte de la chambre où il travaillait, comme figé. Toute la maison s'est fissurée ; le bruit des mitraillettes que je croyais entendre était en fait celui des carrelages qui se fracassaient. J'ai tiré très fort sur la porte qui a fini par s'ouvrir. Je ne sais pas d'où m'est venu la force. À ce moment, le tremblement s'est arrêté.

Nous sommes sortis devant l'alignement des maisons et avons cherché un endroit où les maisons sont basses pour attendre que tout le monde se rassemble avant de fuir vers un endroit moins dangereux.

Mon cousin est sorti aussi de sa maison, mon frère voulait aller dans le sens de l'Ouest, on lui a dit que là-bas il y avait le risque de chute des rochers, et on est partis vers le cimetière où il y a du plat et sans danger.

Nous avons rapidement traversé le village ; la rue principale était pleine de pierres tombées des maisons.

Nous sommes arrivés au-dessus du cimetière. Tout le village était là, soit environ quelque 60 personnes. Mon frère avait pris le téléphone de ma femme qui se trouvait sur la table devant sa chambre, croyant que c'était le téléphone de sa femme. Il nous a servi pour appeler les enfants à Rabat et les informer. Eux aussi étaient tous – i.e. tous les enfants de la famille – au quatrième étage de l'appartement de mon frère qui se trouve dans la ville de Salé, à environ 15 kilomètres de notre maison à Rabat. On a dit que tout allait bien. Eux aussi sont partis dans la forêt à Rabat comme tous les habitants de cette ville qui sont sortis de chez eux. Quelques instants après, le téléphone de l'opérateur principal a cessé de fonctionner. L'électricité aussi. On a dit à tout le monde d'économiser les torches d'éclairage qu'il y avait, pour passer cette première nuit près du cimetière. Après les deux secousses suivantes, des jeunes se sont aventurés pour chercher des nattes, des couvertures, des oreillers et du plastique pour se couvrir contre le froid glacial de ces jours.

Notre maison au village est à 19 kilomètres à vol d'oiseau de l'épicentre du séisme ; mais notre commune n'est qu'à cinq kilomètres de cet épicentre.

Une fois que nous sommes arrivés au-dessus du cimetière, et que tout le monde était là, il y a eu deux autres secousses mais moins importantes que la première.

Nous sommes des miraculés. Nous sommes encore en vie. Une seconde vie. Il y a eu cinq morts dans ma famille, mais pas ici ; dans un autre village où on était tous invités pour un baptême.

Nous ne savons pas par quel miracle nous sommes encore en vie. Mais il faut dire que si le séisme avait lieu vers 23h10 mn, les montres affichaient une heure de moins : les gens dans ces zones n'ont pas adopté l'heure légale et sont donc à 22h10, la dernière prière venait juste de se faire, et tout le monde était en train de diner ou de se préparer pour diner. Ils étaient donc réveillés et ont pu sortir rapidement des maisons.

Le lendemain du tremblement, le village renaît de nouveau : du fait que nous sommes vivants ; du fait que l'eau d'irrigation est revenue après plusieurs années de sécheresse ; et du fait que la vie quotidienne a des exigences incontournables (préparer à manger ; organiser le lieu pour dormir le soir ; etc.).

Comment dort-on le soir ? Comme des sardines dans une boîte ; car les gens sentent le besoin de rester ensemble. Sur des nattes, avec des couvertures tirées des maisons accessibles, un long plastique de serre ainsi qu'une bâche de voiture pour garder la chaleur, jusqu'au matin. On dort côte à côte par famille. Une grande partie de la nuit, avec le retour du réseau téléphonique, tout le monde parle avec ceux qui sont en ville. Je mettais mes boules Quies pour pouvoir dormir.

D'autres femmes du village nous supplient de ne pas partir en ville et de ne pas les laisser ; car dès le troisième jour après le tremblement, plusieurs personnes résidant en ville sont venues chercher leurs parents. Dans la journée, la vie quotidienne a rapidement repris : les femmes cuisinent là où elles peuvent. La plupart des maisons sont devenues inhabitables, on cuisine dehors, non loin de la maison.

Les jours passent ; l'aide alimentaire a commencé à venir, et ne s'arrête pas : des voitures arrivent l'une après l'autre et déposent les produits. Une grande citerne en plastique est arrivée, on ne sait pas de la part de qui ; car le bassin d'alimentation en eau potable du douar s'est détérioré. Les gens du douar vivent désormais de l'assistance publique et des aides des bienfaiteurs. Car le travail sur place s'est arrêté.

Les gens vivent sous les tentes. D'abord des tentes de secours et légères, puis des tentes plus adaptées contre le froid ; d'abord des tentes collectives, puis progressivement des tentes pour chaque ménage. Les gens ont reçu de l'aide alimentaire, des habits, des tentes... et certains ont reçu de l'argent de l'État. Des médecins sont venus. Un contingent de l'armée est venu s'installer dans la commune ; il a joué un rôle crucial dans le désenclavement de notre commune ; en effet, les hommes n'avaient plus le courage de travailler, tout en faisant ce qu'ils pouvaient. Car la situation les dépassait. L'arrivée de l'armée, avec des engins pour enlever les grosses pierres des routes, pour aider les gens à monter les tentes et à travailler au collège pour la scolarisation des élèves... a été très importante. L'armée a aussi monté un grand chapiteau dans le petit centre de la commune pour recevoir éventuellement des personnes souffrant du froid ou ne pouvant résister dans une tente (comme les femmes qui accouchent ; des personnes âgées malades ; etc.).

Bref, l'État a fait preuve d'une grande réactivité. L'opérateur public chargé de l'électricité est présent pour constater les dégâts dans le réseau, puis aider à installer le courant électrique dans les tentes là où c'est possible. Les délégataires privés de services publics des grandes villes sont venus aussi pour aider à trouver l'alternative pour l'adduction d'eau potable et pour l'éclairage public. Des organisations non gouvernementales et des personnes privées, tous ont contribué à alléger le fardeau pesant sur les populations.

Mais une sorte d'hystérie collective s'est emparé des gens dans mon village : non pas que chacun veut avoir le maximum en accumulant dans de nombreux coins, mais une grosse peur face à l'avenir s'installe. Les gens sont passés d'une gestion de la rareté avec parcimonie à la gestion de l'abondance [comme le dit Mahdi⁴¹] des produits alimentaires, des habits, et de l'eau d'irrigation. Les femmes me disent que « tout cela nous fait peur » !

L'agriculture a souffert aussi, mais de manière différenciée. Le retour de l'eau a poussé les exploitants à irriguer les arbres qui ne recevaient plus d'eau ; on laboure malgré certains endroits où les terrasses de cultures sont endommagées.

La situation des femmes est la plus difficile ; ce sont elles qui portent le plus gros du fardeau : elles doivent s'occuper des enfants, de la cuisine, des animaux, etc. Durant ces premières semaines après le tremblement, les femmes commencent à souffrir de fatigue, d'épuisement qui se donne à voir par des vertiges, du fait notamment qu'il faut cuisiner tout en étant penché sur le parterre.

Les enfants sont plutôt heureux : ils ont accumulé des habits, des chaussures, ont bien mangé du fromage, des fruits, des poissons en boîte et montrent une meilleure santé qu'avant. Ils ont perdu beaucoup de journées scolaires, mais ils sont libres et se servent eux-mêmes du fait de la disponibilité de plus de nourriture.

Mohamed Tamim, dimanche 10 septembre-dimanche 17 septembre 2023.

⁴¹ Dans un très bel article publié sur le site de Media24 : Mohamed Mahdi, « Reconstruction : il faut tenir compte des spécificités des douars de l'Atlas et relancer l'activité agricole », Medias24, 19 septembre 2023, <https://medias24.com/chronique/reconstruction-il-faut-tenir-compte-des-specificites-des-douars-de-latlas-et-relancer-lactivite-agricole/> (consulté le 28/05/2024).



Photo 2. Tamim n'a pas quitté son casque pendant plusieurs semaines (© Mohamed Tamim)

Samedi 9 septembre, la télévision diffuse les images de la première réunion tenue au cabinet royal couverte par la voix de la lecture du communiqué officiel. Comme pour en illustrer l'efficacité magique, suivent sur la première chaîne les images des pompiers de la Protection civile, en uniformes neufs, se mettant en scène dans l'entrepôt d'Alarjat près de Salé en train de charger des couvertures, le geste emprunté mais l'air grave. Sur une autre chaîne, ce sont les soldats des FAR (Forces armées royales) qui, avec plus de moyens – avions et hélicoptères notamment –, déploient deux hôpitaux militaires dans la commune d'Asni, à 30 km au nord de l'épicentre, et de Tafengoult au sud, par-delà le col de Tizintest (plus exactement au petit centre urbain Khamiss de Sidi Ouaziz, situé à l'entrée sud d'Ouneine). Sur les réseaux sociaux, ce sont les images de centaines de citoyens lambda réunis devant les Marjane⁴² de Tanger, Rabat ou Casablanca qui attendent pour remplir leur chariot de victuailles destinées aux victimes, donnant à voir des formes d'engagement qui mêlent la citoyenneté à l'attitude pieuse de l'évergète musulman. L'émotion est à son comble quand un homme âgé, appelé depuis lors « l'homme à la bicyclette », a été filmé en train de déposer un petit sac de quelques kilos de farine dans l'espace aménagé pour recevoir les dons, et s'en est allé dignement, sans un mot.

À Ouneine, les premiers dons arrivent⁴³ : des montagnes de victuailles amassées sur un terre-plein à l'entrée d'Afourigh, un douar situé sur le plat de la vallée à égale distance des douars les plus éloignés au nord (Agadiren), à l'est (Takoucht), à l'ouest (Tamtarga et Takormit) et au sud (le douar d'Ayt Yahia complètement détruit, qui se situe au-delà d'Adouz, le siège de la commune, plus loin sur la route de Taroudant). L'amoncellement de produits hétéroclites – matelas, couvertures, cartons de boîtes de conserve et cartons éventrés de thé ou de sucre, briques de laits UHT, mais aussi Nutella et fromages⁴⁴ – donne l'impression d'un grand désordre, d'autant plus que l'image d'ensemble est saturée du vacarme de *pick-up* déglingués et de gens qui courent dans tous les sens.

⁴² Marjane est le nom d'une chaîne de magasins de grande distribution, filiale de la holding royale Al Mada.

⁴³ Karim Tazi, patron de Richbond, a créé la Banque alimentaire en 2002, association d'utilité publique qui vient en aide aux démunis (<https://banquealimentaire.ma/>). Elle s'était déjà distinguée lors du séisme d'Al Hoceima en 2004. Elle a été très active en septembre 2023. C'est par son entremise que Targa a pu acheminer plus de 60 tonnes d'aliments. Pour un portrait de Karim Tazi, voir Béatrice Hibou et Mohamed Tozy, *Tisser le temps politique au Maroc...*, *op. cit.*, p. 547 et suivantes.

⁴⁴ La présence de ces produits dans les cartons en provenance des grandes villes n'est pas déplacée. Les citoyens qui ont fait ces dons ont rempli leurs caddies comme s'ils le faisaient pour eux, selon leurs propres habitudes alimentaires. Ce qui est intéressant, c'est qu'à aucun moment les habitants d'Ouneine n'ont considéré ces denrées comme superflues. Au contraire, elles étaient appréciées pour leur valeur symbolique plus que nutritive, comme si ces enfants de la montagne étaient membres de la famille de ces Tangérois.



Photos 3. Les dons des Tangérois acheminés par l'association des routiers du Boughaz. Ces derniers les ont récupérés sur le parking du supermarché Marjane de Tanger où chaque famille a rempli son caddie comme si elle faisait les courses pour elle. C'est ce qui donne cette image chaotique d'une montagne de victuailles (© Mohamed Tozy)

Derrière ce chaos, il y a une organisation plus adaptée et aussi efficace que celle qu'on voit à 3 km plus au sud, au siège de la commune d'Ouneine. À Afourigh, l'association des transporteurs de Tanger a déchargé une centaine de tonnes de dons alimentaires qui représentent la somme de centaines de caddies remplis par des donateurs, comme s'ils faisaient leur propre marché, alors qu'au siège de la commune les dons arrivent sous forme de palettes stockées par type de produits tel que reçus des grands donateurs ou commandés par le ministère de l'Intérieur pour le compte de la Protection civile, ou par cartons-kit individuels conditionnés au siège des associations donatrices, comme Targa ou la Banque alimentaire.

Deux logiques sont donc parallèlement à l'œuvre : à Afourigh, la communauté réinventée a pris en charge la distribution. Elle s'est appuyée sur le pouvoir des Anciens qui connaissent chaque lignage des 70 douars. Aux côtés des dons accumulés et protégés par une couverture en plastique, les représentants de l'association des transporteurs qui les acheminés de Tanger ont monté un bivouac. Un groupe de quelques personnes, âgées et jeunes, y compris le cheikh de la fraction tribale, leur assure une prise en charge et s'occupe d'organiser la distribution. Le cheikh, qui est censé représenter l'État du fait de son statut d'auxiliaire des autorités locales, n'a pas de statut prééminent. Il est juste là pour renseigner ses supérieurs et s'assurer de la crédibilité des informations qui déterminent la distribution (appartenance au douar, nombre de foyers et de membres dans chaque foyer...). Chaque douar envoie une voiture avec une personne qui représente l'association du développement du douar. Celle-ci arrive avec la liste des foyers et reçoit en échange la part qui revient au village, qu'il charge sur une voiture pour le rejoindre, qui se trouve à une heure, voire deux, du lieu de la collecte. Le 16 septembre, j'ai pu observer moi-même ce ballet qui a duré toute la nuit.

Dans la commune, la logique institutionnelle imposait de dresser au préalable les listes des bénéficiaires et de s'assurer de la traçabilité des dons, et surtout de prévenir toute accusation de clientélisme. Le président de la commune a passé la semaine du 8 au 15 septembre à dormir dans le siège de la commune, et parfois dans l'ambulance quand celle-ci n'était pas mobilisée pour évacuer les blessés, tant il était obligé de prêter une attention extrême à la gestion des pressions énormes qu'exerçaient sur lui les réseaux sociaux ou des jeunes issus de la vallée prisonniers d'un modèle économique basé sur le click et jouant aux influenceurs, accentuant le côté dramatique de la situation et ne s'embarrassant pas parfois pour diffuser de fausses nouvelles. C'est

dans ce contexte que le président de la commune, un jeune élu de couleur⁴⁵, dont le père infirmier à la retraite avait été avant lui élu local durant une vingtaine d'années, a dû jouer à l'équilibriste entre les circonscriptions électorales mues par des logiques partisans, mais aussi gérer l'activisme de l'opposition menée par un jeune leader (Mohamed Ifguis)⁴⁶ ayant des ambitions nationales et assurer un équilibre en tenant compte des affinités tribales et familiales⁴⁷. C'est ce qui explique que l'acheminement de l'aide ait pris du retard, les listes devant être mises à jour en raison de la mobilité des résidents, dont la majorité des jeunes, en migration saisonnière dans les grandes métropoles du pays, qui sont revenus dans leur village après le séisme. Il a également dû prévenir la spéculation sur les aides non encadrées acheminés par des individus étrangers à la tribu, qui ont été nombreux à accourir vers la zone du séisme sans connaître personne du cru, et les actions d'opportunistes sans scrupule sollicitant de l'aide à l'entrée de la vallée pour récupérer des denrées stockées afin de les revendre plus tard.



Photo 4. Camion affrété par Targa. Les dons sont rangés par palette et par produit, contrairement à la photo précédente.
(© Youssef Lyaboussi)

Ces risques n'existaient pas quand les dons étaient suscités et gérés par des personnes disposant de réseaux de connaissance qui ont été mobilisés pour gérer l'urgence. Les cas de Lahcen du village d'Fourigh⁴⁸ et d'Aïcha du village de Tiguicht donnent à voir l'étendue du territoire et des réseaux de ce canton de haute montagne, censé être aussi isolé qu'enclavé.

La sœur de Lahcen travaille comme cuisinière dans la famille du chef du gouvernement, Aziz Akhnouch. La relation entre la famille Akhnouch et la vallée d'Ouneine est très ancienne, particulièrement pour les douars de Tamseloumt, Tawarda et Takoucht. Du temps du père, Mohamed Akhnouch, la société Ifriquia avait recruté dans ces douars des gardiens de dépôts de gaz à Marrakech, donnant naissance à une filière de

⁴⁵ Parmi les rares familles noires d'Ouneine. Habituellement, ces familles sont reléguées aux tâches ingrates comme la ferronnerie. Le président de la commune comme son père représente un cas exceptionnel de promotion sociale par l'école.

⁴⁶ Dans les années 1990, au moment de la mise en place du projet d'électrification décentralisée par l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, Mohamed Ifguis était un jeune du groupe des douars de Tamtarga. Il a bénéficié d'une formation d'électricien et a pris en charge les installations électriques de maisons de ces douars. Depuis, il n'a cessé de confirmer son statut de jeune leader. Élu local, il a été parmi les personnes qui ont profité du battage médiatique lors du passage de la commission pour le nouveau modèle de développement. Actuellement, il est responsable d'une coordination d'ONG en charge de la gestion de plus d'une centaine d'écoles du préscolaires sous contrat avec le ministère de l'Éducation nationale. Il pense se présenter aux prochaines élections législatives.

⁴⁷ Mohamed Tamim et Mohamed Tozy, « Politique des marges et marges du politique. Les logiques du vote collectif à Ouneine (Haut-Atlas, Maroc) », in Mohamed Tozy (dir.), *Élections au Maroc...*, op. cit., pp. 107-160.

⁴⁸ Entretien avec Lahcen, Afourigh, 16 septembre.

recrutement qui s'est étendue aux filles et s'est même développée en relations familiales dont le concept de clientélisme ne rend pas correctement compte. Cette relation de plusieurs dizaines d'années a profité à certains lignages qui ont prospéré dans les affaires⁴⁹. Hassan raconte sans ostentation et de façon naturelle qu'il a appelé lundi « Si Aziz » (autrement dit le chef du gouvernement), et que ce dernier a très vite envoyé un camion chargé de tentes et de denrées alimentaires. Aïcha, employée dans une agence de voyages de Marrakech, n'était pas présente lors du séisme mais elle est rentrée trois jours après au village de son père. Celui-ci avait quitté la vallée pour travailler à Marrakech depuis plusieurs années mais a gardé sa maison que la famille fréquente régulièrement, notamment à l'occasion des vacances et des fêtes. Aïcha s'est adressée à sa patronne très introduite dans la communauté des expatriés de Marrakech. Lors de ma visite à Tiguicht, elle m'avait parlé de l'imminence de l'arrivée d'une caravane de Marrakech⁵⁰. En descendant vers Taroudant, j'ai effectivement croisé un convoi de plusieurs 4x4 et de motards qui remontaient vers Tiguicht.

Lorsque l'on suit le flux des discussions du groupe Anmougar de Targa durant la première semaine post-séisme, apparaissent progressivement aussi bien la nature spécifique des besoins que les effets induits par l'absence d'un procédurier clair qui permette la mise en œuvre de la stratégie de gestion des crises. Au crédit de l'administration, on doit noter le caractère récent de la stratégie nationale de gestion des catastrophes naturelles qui a pris quinze ans pour être finalisée. Commandée par le Roi après le séisme d'Al Hoceima, elle n'a été adoptée que fin 2020⁵¹. Au moment du séisme, seul le ministère de l'Intérieur avait déployé des risque-managers aux côtés des walis de région, échelon administratif trop éloigné des petites communes du Haut Atlas. Les interactions au sein du groupe ont donné lieu à des échanges d'une intense dramaturgie que je vais évoquer successivement en respectant l'ordre chronologique. Chaque échange renseigne sur le décalage entre les cultures urbaines et rurales, sur l'importance de l'expertise et du vécu personnel dans la prise de parole, sur les différences dans la définition des priorités, et surtout sur notre faible capacité à mesurer les changements en cours dans le Haut Atlas, en dépit de la familiarité de plusieurs d'entre nous avec les lieux et les populations.

LE MOMENT DES TENTES... ET DES SERVIETTES HYGIENIQUES

Le Maroc n'était pas vraiment préparé à devoir fournir des tentes à 2 930 douars pour faire face à la destruction, partielle ou totale, de 59 674 maisons⁵². Certes à Ouneine, le samedi 9 septembre au soir, les FAR ont débarqué avec 250 tentes, mais les besoins s'élevaient à 1 500. L'absence de prototype de tente complique les choses. Fadma, forte de son vécu de fille de commerçant soussi, s'est adressée à Derb Omar⁵³ et a obtenu une tente de 3,5 m x 3,5 m à 2 500 dirhams. Le coût était élevé mais l'évaluation à distance du tissu nécessaire pour en fabriquer localement est impossible. Cela a amené Targa à acheter 250 tentes chez divers commerçants en mobilisant des connaissances à Casablanca, mais aussi à Temara et à Tanger, tentes qu'elle a ensuite acheminées vers Ouneine.

Mais les besoins ont très vite été comblés. Outre les particuliers qui ont fait faire des tentes à Agadir ou à Temara, voire à Tanger, le secrétariat général du ministère de l'Intérieur a saisi personnellement les patrons des deux plus grandes usines de matelas (Richbond et Dolidol) pour qu'ils fournissent le pays⁵⁴. Rapidement des tentes jaunes, bleus et de camouflage, de taille et de qualités différentes, ont envahi le paysage, mais tout le monde a été logé, et on est très vite passé de deux tentes par douar à une tente par foyers.

⁴⁹ Mohamed Tozy (dir.), *Élections au Maroc...*, *op. cit.*

⁵⁰ Entretien avec Aïcha, Tiguicht, 15 septembre.

⁵¹ Ministère de l'Intérieur, *Stratégie nationale de gestion des catastrophes naturelles, 2020-2030*, Rabat, Royaume du Maroc, 2020, URL : https://www.gestionrisques.ma/web/files/Livret_de_la_SNGRCN.pdf (consulté le 29/05/2024).

⁵² La meilleure infographie a été mise en ligne par le site d'information Medias24. Voir « Infographie. Les données du séisme d'Al Haouz en un seul coup d'œil », *op. cit.*

⁵³ Derb Omar est le quartier des grossistes à Casablanca.

⁵⁴ Richbond est une entreprise spécialisée notamment dans la production de matelas et de salons marocains appartenant à la famille Tazi et dont Karim, son P.-D.G., a créé la Banque alimentaire dont j'ai parlé plus haut. Dolidol est une entreprise spécialisée dans la mousse polyuréthane et la literie, appartenant au groupe Palmeraie de la famille Berrada.

Les gens sont dans la tourmente : peur de la pluie qui risque de pousser à l'effondrement des maisons en pise et de pousser vers le bas celles avec dalle en béton qui "tiennent". Ils disent u'ilfat du plastique de serres, large pour "emballer" les toits. C'est partout la même peur que j'entends.

16/09, Tamim, 19h58



Photo 5. Photo prise le 6 novembre, deux mois après le séisme. Les tentes sont protégées de la pluie par du plastique et organisées en campement familial (© Mohamed Tozy)



Photo 6. Tente artisanale offerte par un bienfaiteur (© Youssef Lyaboussi)



Photo 7. Tentes collectives ramenées par les Forces armées royales dans la semaine qui a suivi le séisme (© Mohamed Tozy)

Contrairement à d'autres séismes, comme celui de Turquie en février 2023 ou celui d'Al Hoceima du 24 février 2004, la recherche de survivants et l'enterrement des personnes décédées ont été intégralement pris en charge par les habitants des douars, habitués à se débrouiller par eux-mêmes. Il faut dire qu'ils bénéficient du fait que les habitations sont rarement à plusieurs étages ou construites en béton, et que les musulmans ont l'habitude d'enterrer leurs morts la journée même de leur décès. Les victimes du séisme sont pour la plupart décédés par étouffement, ensevelis sous les décombres de constructions en terre. Au bout d'une semaine seulement, le nombre de victimes était connu. Dès lors, les interactions au sein du groupe Anmougar permettent de voir que la région s'installe dans une transition qui risque de durer. Les remontées de terrain font ressortir les décalages entre les populations sur place et les acteurs extérieurs, qu'ils soient nationaux ou internationaux, étatiques ou de la société civile. Au sein du groupe Anmougar, l'angle d'attaque du problème de la vie après le séisme et l'ordre des priorités de chacun des membres ont largement été déterminés par son expérience et son parcours professionnel. Les débats au sein et en dehors du groupe ont porté sur plusieurs questions : créer des campements collectifs ou donner la possibilité aux habitants de camper à côté de leurs maisons même si celle-ci tombe en ruine ; fournir des tentes pour plusieurs familles ou une tente par foyer.

Des débats très intenses rendent compte des enjeux politiques du moment, y compris au niveau international, ainsi que des tensions qui existent entre différentes rationalités. Ils informent autant sur les évolutions rapides du monde rural, que l'on représente souvent comme figé, que sur le déficit de connaissances des dynamiques locales et des changements dans les modes de consommation.

Lors d'un échange du 13 septembre, Tamim informe le groupe que les campements installés à proximité du douar de Tiguicht sont dépourvus de latrines et que les femmes en souffrent plus que les hommes. Les discussions occupent le groupe pendant plusieurs jours sur des sujets aussi divers qu'acheter des kits sanitaires de campagne ou bien construire sur place avec les matériaux locaux.

Cette même semaine, l'ambassade de France a contacté l'association pour proposer un partenariat avec Targa, à charge pour cette dernière de définir les besoins les plus importants. Mais c'est un moment où la France est empêtrée dans la crise des relations avec le Maroc, crise aggravée par la sortie malencontreuse du président Macron qui s'est directement adressée aux Marocains *via* une vidéo qui a été unanimement condamnée. Le

débat était très intense. Une majorité des membres du groupe était réticente, y voyant un risque politique évident : il faut dire que, bien avant le séisme, la majorité des acteurs politiques, mais aussi associatifs ainsi que des personnalités du monde culturel, ne fréquentent plus les diplomates français. Il n'y avait pas de directives mais la question des visas a mobilisé au-delà des cercles officiels. Le fait que l'ambassade nous ait laissé le champ libre pour finaliser un projet modeste financé par la France à la seule condition de mentionner dans le rapport final l'origine du financement a cependant convaincu les plus réticents. L'argent a servi à acheter un engin (tractopelle) pour enlever les gravats, ouvrir les pistes entre villages et réparer certains équipements collectifs.



Photo 8. Tractopelle achetée et acheminée par l'association Targa (© Targa)

Mais le débat le plus intéressant, et qui en dit long sur les changements en cours au niveau des mentalités comme dans les modes de consommations, est celui qui a porté sur les serviettes hygiéniques. Dans un autre échange du 15 septembre, D. informe Tamim que dans le chargement de denrées alimentaires envoyées par Targa, il y a un carton de serviettes hygiéniques. L'intention était louable, elle contrastait même avec l'invisibilisation, dans le contexte marocain et probablement dans beaucoup d'endroits dans le monde, de la question des règles. La vigilance des femmes au sein de la communauté Targa y est certainement pour quelque chose. Le retour de Tamim était bref : « Est-ce qu'elles sont destinées à Tiguicht ou à tous les villages de la commune comme tout le reste des produits livrés ? » D. répond dans la minute : « Pour tout le monde. » Un long silence s'ensuit. Il a fallu attendre l'après-midi pour que Tamim écrive : « J'ai parlé à Abderrahim⁵⁵ il va vous appeler pour vous proposer une solution pour les serviettes hygiéniques. » Tard dans la soirée, Abderrahim appelle pour annoncer qu'une campagne de vaccination est prévue le lendemain dans le dispensaire d'Adouz et qu'il pense remettre le carton à l'infirmière qui va procéder à la distribution. Le long

⁵⁵ L'informaticien de Targa à Tanger fait partie de l'équipe qui a acheminé le premier convoi d'aide.

silence de Tamim à propos des serviettes hygiéniques m'a intrigué. Je lui en demande la cause, alors même que la fréquence des échanges lors de cette journée était très intense. La météo annonçait de la pluie dans la zone et tout le monde discutait du meilleur moyen de protéger les tentes, et surtout les habitations encore debout mais dont la pluie pouvait accélérer l'écroulement. Contrairement à ce que je pensais, Tamim m'a expliqué que ce n'est pas la discussion autour de la recherche du plastique en provenance du Souss pour couvrir les maisons ou celle sur les palettes en bois pour le sol des tentes qui avaient retardé sa réponse, mais la sensibilité du sujet. Lors d'un entretien que j'ai réalisé avec lui le 16 septembre, il m'a dit que, pour lui, « les serviettes étaient au même niveau d'urgence que le sucre et la farine », mais qu'il était terrorisé par la perspective d'envisager une distribution en dehors de son propre village :

« Pour Tiguicht, je n'avais pas de problèmes. Ma femme est présente sur place et elle peut le faire. J'aurais même pu le faire moi-même. Mon statut de chercheur neutralise celui d'autochtone appartenant à la communauté des hommes. Je suis perçu comme une personne asexuée parce que ça fait des années que je pose des questions aux femmes du villages sur un tas de choses (calendrier journalier, division du travail, activités agricoles, ...). Je me permets souvent d'aborder des questions taboues. Par contre, j'ai été terrorisé d'aborder la question en dehors du village, d'autant plus que je n'ai pas accès aux femmes, et que je ne peux pas aborder la question avec les hommes dans le souk et encore moins dans une mosquée. »



Photo 9. L'acheminement des serviettes hygiéniques du dépôt de Targa vers le dispensaire (© Youssef Lyaboussi)

LE TEMPS DE LA BUREAUCRATIE

Après les actions d'urgence plutôt bien exécutées, c'est le temps de la reconstruction. Cette phase, qui relève du registre des politiques publiques, met au jour les limites que connaît le fonctionnement de l'État, ses difficultés à « mettre en œuvre » l'action publique dans un cadre institutionnel bien défini et à faire travailler ensemble des acteurs ayant des cultures différentes : architectes, ingénieurs, agents d'autorité, élus et société civile.

Les divergences de point de vue sont nombreuses. Pour la reconstruction, elles concernent les modes opératoires : faut-il reconstruire ou restaurer ? Travailler avec les matériaux locaux et utiliser les savoirs vernaculaires ou opter pour le tout béton ? Faire appel à de grandes entreprises ou opter pour l'auto-construction ? La reconstruction met au défi les architectes. Ceux d'entre eux sensibles à la dimension culturelle de leur métier et armés de la charte de l'architecte posée par le fameux discours d'Hassan II du 14 janvier 1986⁵⁶, date devenue depuis lors Journée nationale de l'architecte, n'arrivent pas à faire aboutir leur vision esthétique et leur plaidoyer sur les vertus antisismiques des modes de construction ancestrale en terre ou en pierre locale, que les technocrates considèrent comme archaïques et peu fiables.



Photo 10. Le foyer féminin de Targa, en architecture de terre, a souffert mais il est resté debout (© Youssef Lyaboussi)

La question de la reconstruction est venue très tôt dans les interactions du groupe d'Anmougar, six jours après le séisme. Tous les membres partageaient une vision privilégiant la dimension patrimoniale et paysagère du Haut Atlas et appréhendaient avec beaucoup d'angoisse la perspective d'une intervention massive et irréfléchie qui mettrait en péril ce patrimoine. Cette crainte était d'autant plus grande que les premières réactions officielles étaient inquiétantes : elles associaient efficacité et rapidité des interventions à la nécessité de regrouper les habitants et de créer des campements à distance des habitations endommagées. Le déficit de connaissance des réalités du monde rural en général, et du Haut Atlas en particulier, a amené certains responsables à poser des questions absurdes conjuguant ignorance et mépris. Ils ont mis en cause la rationalité que représentait le fait d'habiter en altitude dans des territoires inaccessibles pour leurs voitures et coûteux pour l'aménagiste. Ils sont allés jusqu'à proposer de regrouper les familles sinistrées dans des camps en attendant de les déplacer sur de nouveaux sites. La résistance des populations à l'idée de s'éloigner même momentanément de leurs habitations et le communiqué du cabinet royal « insistant sur l'importance d'être à l'écoute permanente de la population locale » ont servi d'arguments aux ruralistes (sociologues, géographes, architectes) pour dissuader certains technocrates et leur faire changer de point de vue.

Au sein du groupe Anmougar, on compte un seul architecte : Bouk, ancien directeur de l'Institut Terre qui s'est proposé de faire un premier diagnostic « participatif » sur l'état des lieux. Mais le 22 décembre, un autre groupe appelé « Ouneine Postséisme » a été constitué, réunissant d'autres architectes proches de Targa.

⁵⁶ Dans un discours programmatique, Hassan rappelait aux architectes que nos villes sont devenues moches et sans âmes. Il les a invités à faire attention aux héritages esthétiques et à respecter les savoirs faire des artisans, à innover et à être imaginatif en se ressourçant dans la diversité culturelle et architecturale du pays.

Hanna, qui avait fait son mémoire de fin d'étude sur les techniques traditionnelles de construction à Ouneine au début des années 1990 et qui s'est depuis installée à Tanger où elle mène un combat pour la réhabilitation de la médina tout en étant contre sa gentrification, avait gardé des contacts avec les femmes d'Ouneine et a manifesté son désir d'être associée à la réflexion. Amina et son mari avaient conçu le foyer féminin que Targa avait construit dans les années 2000 dans le centre communal d'Ouneine. Ce bâtiment de 400 m² en terre, construit en utilisant des techniques de voûtes et de briques de terres, a résisté au tremblement de terre. Le mari d'Amina est lui aussi un ancien architecte de l'entreprise publique Al Omrane. Il en a été le directeur régional à Meknès, une cité impériale qu'Al Omrane a réhabilitée.



Photo 11. Vieille mosquée du douar d' Afourigh qui date au moins du XIX^e siècle, Son plafond en noyer est resté intact.
(© Mohamed Tozy)

Les interactions au sein d'Anmougar au sujet de la reconstruction sont nombreuses, au moins une vingtaine en deux jours. On y découvre que l'État marocain dispose d'un texte qui régit les constructions en terres et que, pour ce faire, il a défini des normes antisismiques⁵⁷, que ce type de construction n'a jamais dépassé le stade de l'expérimentation ou de la construction de luxe pour les riches expatriés de Marrakech ou pour certains artistes⁵⁸, ou encore pour des entreprises publiques comme l'OCP⁵⁹. On y découvre que ces techniques traditionnelles, reléguées au statut de « procédés archaïques », n'ont jamais été normées et intégrées aux cahiers de charge, du fait de la puissance du lobby des cimentiers. Ce qui n'est d'ailleurs pas surprenant. Ce qui l'est plus, c'est l'accord des architectes sur des objectifs partagés de valorisation du

⁵⁷ Décret n° 2-1-266 du 28 mai 2013 approuvant le règlement parasismique pour les constructions en terre et instituant le Comité national des constructions en terre, BO 6206 du 21 novembre 2013.

⁵⁸ En 1980, Abderrahim Sijilmassi construit la « maison en terre » pour le célèbre peintre Farid Belkahia.

⁵⁹ Le projet OCP du campus de l'UM6P (2013-2020) est le fruit d'une association entre Ricardo Bofill et Elie Mouyal, un chantre de la construction en terre. Outre le campus, Mouyal a construit quelques villas de chercheurs où il a donné libre cours à son imagination sans être contraint par des questions de coût.

patrimoine, mais leurs divergences profondes sur la manière de faire, sur les techniques à utiliser et sur la place que doit prendre l'expertise traditionnelle, si jamais elle est reconnue comme telle.

Les discussions des architectes autour de Targa se sont déroulées en parallèle, et l'échange des arguments s'est fait *via* la mise en ligne d'articles défendant telle ou telle position, notamment autour des questions de l'usage, ou non, d'artisans locaux, du choix, ou non, de matériaux locaux, de l'intérêt de favoriser l'auto-construction ou au contraire de faire intervenir des entreprises, etc.

Le 15/09 à 17h48, Afaf met en ligne le papier de *Telquel* :

https://mobile.telquel.ma/instant-t/2023/09/14/salima-naji-architecte-bien-reconstruire-cest-ouvrir-un-vrai-horizon-de-dignite_1831387/

Le 16/09, Afaf met en ligne un papier d'Elie Mouyal :

https://fb.watch/n4njvEz_Gq/?mibextid=v7YzmG accompagné de cet extrait de l'entretien de *Telquel* avec l'architecte Salima Naji :

« Aujourd'hui, nous faire croire que la terre est moins performante que le béton, c'est n'importe quoi. Le ciment a fait beaucoup de morts dans cette catastrophe. Beaucoup de constructions en béton n'ont pas mieux résisté car le béton est aussi le matériau du mensonge et de la malfaçon. Ce n'est pas une histoire de matériaux, mais de dispositifs architecturaux. Quand les règles de l'art sont respectées, le bâtiment encaisse le choc, qu'il soit en béton ou en terre. Les constructions en pierre et terre chaînées avec du bois sauvent des vies. Ensuite, quand il faut réparer, les communautés peuvent le faire elles-mêmes avec les matériaux locaux. Attention, parfois il faudra abattre le bâtiment et le reconstruire mais cela pourra être fait avec les mêmes matériaux sans dépendre de l'extérieur. Alors qu'avec le béton, vous accumulez les gravats qui vont polluer les sols et vous êtes dépendants d'importations. Nous sommes victimes de l'impensé colonial où nous décrédisons nos savoir-faire pour les mirages de technologies importées qui nous rendent dépendants. Encore aujourd'hui, on oppose le *beldi*, l'indigène, l'archaïque, au moderne, à la ville nouvelle, européenne. Tout reconstruire en béton se traduira par une inflation sans précédent qui se fera aux dépens des plus pauvres, qui déséquilibrera notre balance commerciale déjà très déficitaire.

L'enjeu de la reconstruction est immense, il faut utiliser les matériaux avec intelligence. Nous allons avoir besoin du béton pour de nombreuses infrastructures, économisons là où il n'est pas nécessaire et surtout ne l'utilisons pas là où il est nocif.

Car il se pose la question du climat : les demeures de montagne doivent faire face aux extrêmes climatiques. Il fait très chaud l'été et très froid l'hiver, le béton est invivable. Les rares maisons tout en béton sont construites par des personnes qui ne viennent que l'été. Ce n'est pas une posture contre ce matériau, c'est la réalité. Il faut une approche complexe : dans les nouveaux projets d'écoconstruction, nous mettons un chaînage en béton ou en bois, et nous construisons le reste en pierre et terre⁶⁰. »

Dah, 12h16 :

Ely Mouyal m'a contacté hier pour parler de son projet qu'il décrit dans cet interview ! Construire en roseaux et en matériaux de récupération et puis venir avec une machine pour projeter de la mousse isolante !! Sauf que ce n'est pas biodégradable bien au contraire c'est comme le plastique ça pollue la nature pour des décennies ! Et en plus même si c'est pour une période transitoire les déchets resteront sans parler de la transformation du paysage. Comme il avait construit avec Targa les écoles il voulait voir si on peut s'associer avec lui sur ce projet

Que penses-tu Rachid de cette prototype proposé ?

Ce prototype...

Ce premier échange courtois ne rend pas compte de l'ampleur des enjeux et de la nature des intérêts en présence. Le marché de la construction représente une opportunité inédite, aussi bien pour les architectes, les entreprises du BTP, que pour l'administration en charge du suivi de l'opération de construction. Privilégier des programmes intégrés ou l'auto-construction individuelle ; diviser les marchés en lots et les octroyer par région ou opter pour une répartition sectorielle des interventions ; créer une agence dédiée aux zones de montagne rattachée au chef du gouvernement ou laisser le ministère de l'Habitat, celui de l'Agriculture, voire celui de l'Intérieur, être le chef de file... tout cela relève de décisions politiques qui non seulement donnent à voir une direction, mais aussi génèrent des perdants et des gagnants. On verra plus loin que les équilibres

⁶⁰ « Salima Naji, architecte : "Nous faire croire que la terre est moins performante que le béton, c'est n'importe quoi" », *Telquel*, 14 septembre 2023, Url : https://telquel.ma/instant-t/2023/09/14/salima-naji-architecte-bien-reconstruire-cest-ouvrir-un-vrai-horizon-de-dignite_1831387/ (consulté le 30/05/2024).

ont été respectés et que l'État a essayé de satisfaire tout le monde au détriment d'une politique cohérente où les choix sont assumés.

La neuvième réunion de la Commission interministérielle chargée du déploiement du programme de reconstruction et d'aménagement des zones sinistrées a fait le point sur l'état des décaissements de 1 milliard de dirhams sur les 120 milliards de dirhams prévus sur cinq ans. Ils ont bénéficié à 51 300 familles. Les foyers dont les habitations ont été totalement détruites ont reçu 60 000 dirhams sur les 140 000 dirhams prévus, alors que ceux dont les maisons demandent des mises à niveau en ont reçu 20 000 sur les 80 000 prévus. Le choix des aides directes est associé au grand projet de protection sociale. Le gouvernement pense en tirer quelques dividendes électoraux même si le discours officiel comme celui des simples citoyens en accorde le crédit au Roi. Derrière ces généralités, il est intéressant de se pencher sur le déroulé du programme qui ignore les collectivités territoriales, c'est-à-dire les élus, même si elles sont légalement investies de compétences liées à l'octroi des autorisations de construire. Le ministère de l'Intérieur garde la main et le gouverneur préside la commission chargée du suivi de la reconstruction. L'entreprise publique Omrane recrute et paye les corps techniques, autrement dit les architectes et les topographes. Le paiement se fait par dossier sans aucune approche holiste qui aurait permis de penser l'aménagement des douars. Les remontées du terrain du groupe « Ouneine Postséisme » montrent une diversité des situations en fonction de la sensibilité du gouverneur à la question patrimoniale, et aussi du poids des sociétés civiles locales soutenues par des architectes engagés. Le retard dans la mise en place d'une agence de développement de la haute montagne aggrave la situation et laisse le champ libre à des interventions sectorielles qui obéissent à des logiques et des cultures de travail spécifiques. Les gouverneurs des provinces touchées par le séisme et les services déconcentrés de l'État en charge des territoires sont sous pression. Leur conception de la performance et de l'efficacité est régie par des impératifs sécuritaires, d'autant plus qu'ils subissent de plein fouet la pression d'une opinion publique où les réseaux sociaux combinent dramatisation et « fake news » pour doper un modèle économique basé sur le nombre de like. Du coup, les administrations renoncent à prendre le temps de connaître, au traitement au cas par cas et à la délibération avec les populations concernées.

26 janvier 10h30, H. poste un communiqué du Conseil national de l'ordre des architectes :

Bonjour les amissuite aux recommandations de la journée nationale de l'architecte, le conseil national a constitué avec les architectes experts une commission nationale qui sera chargée de la coordination et du suivi... Le Conseil National a été et reste à l'écoute de toutes les réclamations des architectes qui opèrent déjà avec le groupe Al Omrane... Le groupe Al Omrane a affirmé sa prédisposition à répondre favorablement à toutes les difficultés et les contraintes rencontrées par les architectes... Le conseil a reçu une nouvelle demande du groupe Al Omrane appelant les architectes à s'inscrire afin d'être affectés à des opérations dans la province de Marrakech et région. Pour les architectes qui souhaitent encore s'inscrire, ils doivent envoyer un email le plus vite possible au conseil... En parallèle, des ateliers de formation en construction avec les matériaux locaux seront lancés... Nous devrions réussir le challenge ensemble en collaborant certes, mais aussi tout en ayant le devoir de refuser toute démarche qui ne répond pas, dans les règles, à la stricte mission de l'architecte et aux orientations édictées par le communiqué du cabinet royal.

À 10h47, K. répond :

Bonne initiative mais le coup est déjà parti pour les plans architecturaux (adapter au plan BA), seule une très petite poignée sont parvenus à élaborer des plans architecturaux avec les matériaux locaux. Principales causes, la célérité exigée par les gestionnaires de ce programme, la méconnaissance des techniques constructives avec les matériaux locaux, la non adhésion des BET pour élaborer des plans de structure avec des matériaux locaux malgré le RPCTERRE 2011 (décret portant règlement parasismique pour la construction en terre). Tous cela fait que malheureusement pour rectifier le tir cela sera difficile...

L'échange précédent montre que l'alignement sur les communiqués du cabinet royal, sur le discours du roi de septembre, ou encore le fait de citer en permanence le fameux discours d'Hassan II devenu le symbole de la Journée nationale de l'architecte⁶¹ n'ont que peu d'impact sur des politiques publiques travaillées par des impératifs liés au fait de « délivrer » rapidement et à la gestion des pressions des opérateurs du bâtiment qui

⁶¹ La 38^e Journée de l'architecte a été organisée le 14 janvier 2024, soit trois mois après le séisme. Le thème choisi était « la reconstruction durable en situation d'urgence ». J'ai été moi-même invité à faire la conférence d'ouverture. Et j'ai choisi d'intituler ma communication « Ils n'y habitent pas, ils y vivent ». J'ai essayé d'expliquer la spécificité de la montagne et la nécessité de prendre en compte tout l'écosystème.

voient dans cet immense chantier une opportunité de gain rapide. Les concertations avec les populations, le recours aux matériaux locaux et aux techniques vernaculaires non seulement prennent du temps, mais nécessitent également la mise en place de procéduriers fait-main, au cas par cas, et obligent l'administration à assumer les risques liés à un transfert formel de la compétence de construire mais aussi d'aménager les douars. Le séisme offre une belle occasion pour l'administration de déposséder les populations locales de leurs pouvoirs de décider du lieu d'implantation et des choix esthétiques et techniques qui vont avec.

Le point aveugle le plus important est la prise en compte des écosystèmes. Les opérateurs publics et privés sont uniquement préoccupés par les logements alors que le tremblement de terre a bouleversé les équilibres écologiques des terroirs agropastoraux. Les terrasses comme les réseaux d'irrigation – qui ont coûté des millions d'heures de travail patient sur plusieurs générations – ont été gravement endommagés. Une bonne partie du cheptel a été décimée et des stocks de céréales ont été perdus.

Cette question a été vécue par les habitants d'Ouneine comme une plus grande tragédie que la perte de proches. Celle-ci a été, somme toute, plutôt limitée et bien « gérée ». Les habitants n'ont pas attendu l'arrivée des secours pour pleurer et enterrer leurs morts. Dès la reprise des liaisons téléphoniques, après nous avoir rassurés sur son état de santé, Tamim nous a donné les premières estimations des dommages qu'a connus le douar de Tiguitch. Il a inclus dans son bilan les pertes de bétail et des stocks pour l'autoconsommation ou la vente à terme (céréales, amendes, huiles, fruits du caroubier...). Quelques jours plus tard, alors que les interactions du groupe portaient sur des questions de latrines, de palettes et de plastiques pour protéger les tentes des pluies d'automne, Tamim a fait remonter des demandes de semences. Agacé par le manque de réactions, Tamim fait remonter des descriptions ethnographiques très fines des activités agricoles et de l'état des terrasses et des canaux d'irrigations, les *targas* en amazighe.



Photo 12. Cimetière où sont enterrées les victimes du douar Aït Yahia (© Youssef Lyaboussi)

Tamim, le 14 septembre à 18h25 :

Abdeslam, suite à une enquête auprès femmes à Tiguitch, après la tente, faire sa toilettes devient un véritable problème ; et pour les jeunes filles qui n'ont pas encore regagné le collège, lycée ou l'université. Des toilettes turques de préférence, sans exclure d'autres types. Ensuite vient le four collectif comme j'ai dit avant, enfin le rétablissement de points d'eau, car il y a moins de main d'oeuvre domestique aussi bien masculine que féminine pour partager les tâches. Tout, retombe sur une personne. Tamim

À 20h15, Tamim poste une photo avec ce texte :

*Le monsieur de la maison dont le fourrage est sous les bois et terre a vendu sa vache et son "fils" avant hier. Achetée 6 500 dh, nourrie pendant cinq mois jusqu'à naissance du veau qui a environ 20 jours (la propriétaire nous q tous donné goûter le "fromage" du lait de cette naissance (atkhss en tachlhyt) ; si on fait trois heures par jour de travail, cela donne, en appliquant le smig à 10 dh (ou smag), environ 30*30*5 =....; le trznstfert de valeur !*

Tamim, 20h16 :

C'est quoi les panettes⁶²?

Le séisme a modifié le régime hydraulique de la zone. Des sources taries depuis plusieurs années ont resurgi avec parfois des débits jamais connus. L'oued Lamdad, qui traverse la vallée pour se déverser dans la plaine du Souss, a repris son cours d'antan. « Dieu donne et reprend » disent les habitants d'Ouneine.



Photo 13. Le séisme a fait revenir de l'eau et augmenter le débit de la source de Selmimt qui alimente le grand bassin d'Afourigh (© Mohamed Tozy)

Pour sensibiliser le groupe sur l'importance d'une reprise rapide des activités agricoles et de l'ampleur du drame que représente la perte d'équipements, notamment les bassins, les canaux d'irrigation et les moulins hydrauliques, mais surtout les terrasses gagnées sur la montagne et façonnées par des dizaines de générations depuis des millénaires, Tamim met en scène Brahim⁶³.

22/09. Après plusieurs interactions, Tamim écrit à 11h20 :

La reconstruction des terrasses et des ouvrages de l'hydraulique villageoise (aep et irrigation) est absolument nécessaire là où les dégâts sont importants (surtout villages d'altitude). J'ai donné l'exemple de Brahim qui a démarré la reconstruction de la murette dun champ pour cultiver l'orge pour son ane ; et j'ai donné l'exemple de jamal qui a fait un travail colossal de recostrution de murettes de champs délaissés depuis longtemps faite

⁶² En fait, il s'agit de palettes et non de « panettes ». Une semaine après le séisme, la météo avait annoncé l'arrivée des pluies d'automne. Les interactions au sein du groupe Anmougar ont porté sur les moyens de protéger les tentes et les habitations menaçant de tomber en ruine en cas de fortes pluies. Nous avons parlé du plastique usagé utilisé dans les serres de la plaine du Souss qui se vendait au kilo, et de la protection du plancher des tentes emboûré dans la boue. C'est à ce propos que nous avons parlé des palettes en bois dont Tamim n'appréciait pas l'utilité et à propos lesquelles il se posait des questions sur les contraintes logistiques. Finalement, la solution adoptée pour Tiguicht était de creuser des sillons autour des tentes pour conduire l'eau ailleurs, technique que les hommes et les femmes du douar maîtrisaient et pour laquelle ils possédaient les outils nécessaires.

⁶³ Mohamed Tozy, « Le jour d'après », *op. cit.*, p. 92.

de moyens et bien avant le séisme (voir mes messages). A oueïne les gens investissent fortement dans ces aménagements. L'agriculture de montagne est poteuse. C'est pourquoi il faut lui porter attention. Tzmm.

Et le même jour à 11h25, Tamim ajoute :

L'élevage, même s'il paraît à certains dérisoire, est le pilier de toutes les très petites exploitations. Avec l'ariculture (olivier ; caroubier et amandier) . Reconstruire les murettes permet de protéger les arbres qui sont généralement plantés aux extrémités des parcelles. Tamim.

Le 20/09 à 00h05, Tozy écrit après avoir visité les lieux :

tout le monde est sur le logement et la nourriture. Il va falloir penser rapidement à redémarrer l'économie locale centrée sur l'élevage. Le revenu des femmes dépend des vaches. Un apport d'aliments de bétail est nécessaire. On en a discuté avec Aziz et Tamim.

À 00h15, Mahdi ajoute :

J'ai commis un écrit dans ce sens. Mais plus sur la relance de l'activité agricole

À 00h15, Tamim renchérit :

Et une enquête auprès de quelques exploitants du douar montre l'ampleur d'un autre problème quia frappé : l'effondrement des murettes des parcelles agricoles avec le séisme. Car ici, dans les ouars en pente, on construit le champ comme on construit la maison. Une murette de 91 x 2,80 a coûté 10.000dh. Mais tout n'est pas détruit. Le séisme a donné l'eau, mais on ne veut pas labourer là où c'est effondré.

Mahdi à 0h16 :

Ce sont les fameuses terrasses

Tamim :

Oui. Avec des arbres fruitiers d'armature.

Mahdi :

Oui, sur les bordures

Aziz :

Peut-on recenser les dégâts à ce niveau comme on le fait pour le logement ?

Tamim :

Oui. Je viens de faire un cas en quelques minutes : l'ensemble des parcelles possédées, longueur et hauteur de chaque, nombre d'abras d'orge semée, nombre de journées de travail nécessaires à raison de 75dh/jour aujourd'hui etc.

Tamim à 0h36 :

Il y a plusieurs origines des tentes : par exemple à Tiguitcht il y a 3 protection civile, 3 ou quatre avec bonne armature par un groupe de motards, deux de targa et de petites tentes individuelles. On ne sait pas vraiment ce qu'il y a dans chaque douar. Je n'ai pas encore consulté la commune pour voir ce qu'elle a donné. Mais on s'achemine, avec le temps, à Tiguitcht du moins, au besoin de tentes par ménage, car même le terrain n'est pas homogène pour avoir de grands tentes. Le ménage va s'imposer avec l'adaptation à la nouvelle situation de la vie après le séisme. Il faut bien tenir compte du facteur géographique qui n'est pas le même partout

Le 21/09, Tamim écrit à 8h45 :

Les images satellites sont intéressantes pour des espaces un peu grands ; ici, comme je disais, l'arbre est une armature, sa couronne ne laisse pas voir ce qui se passe en dessous. Et ce sont de micro parcelles dont la murette me semble difficile à voir. Mais tentons de voir les images. Je donnerai tout à l'heure une image de Brahim qui va commencer à reconstruire une murette avec ouvrier qu'il a appelé hier soir. Tamim.

À 8h52, Tamim réagit à un spot de Dahman sur les images :

Ils vont commencer dans une heure, heure locale (une heure de moins que l'heure administrative). C'est exact. De l'extérieur le paysage n'est pas inquiétant ; mais dès qu'on se rapproche de près on mesure les dégâts. Et c'est un peu valable dans d'autres domaines : les images parlent jusqu'à un certain point.

La montagne marocaine est productrice de ressources stratégiques : en plus de l'eau, les petites exploitations familiales en marge du circuit de l'agrobusiness assurent leur autosubsistance en céréales et approvisionnent les villes comme les petits centres en viande rouge ovine et caprine et en fruits secs. La montagne est aussi productrice de savoir-faire en matière d'ingénierie sociale. La puissance des communautés façonnées par un environnement hostile a renforcé leurs compétences en termes de gestion collective, de délibération, d'adaptation et de gestion des conflits. La reconstruction représente une vraie opportunité pour définir un autre chemin vers la modernité.

Le traitement de la reconstruction comme une simple question de relogement des sinistrés assistés en tant qu'individus et non considérés comme membres d'une communauté organisée risque d'en faire des assistés et des réfugiés chez eux. Ce que montrent les interactions précédentes, c'est la nécessité d'envisager l'action de construction dans le cadre du douar afin de pouvoir prendre en compte l'ensemble des relations sociales qui font la vie de ces habitants, et notamment de prendre en compte les dynamiques économiques qui permettent leur relative autonomie, en dépit de la pauvreté. Les animaux – aussi peu nombreux soient-ils – comme les terrasses, les murets et la pluri-agriculture sont centraux et totalement délaissés par les politiques publiques qui ne pensent que logement et région.



Photo 14. Enclos pour chèvres (© Mohamed Tozy)

Or, en termes de lieu de vie territorialisé, c'est le douar qui constitue l'unité de base. Il s'agit d'une ébauche de cité, au sens politique du terme, dans la mesure où il ne devient une réalité socio-politique que lorsqu'il dispose de certains équipements gérés collectivement par les chefs de foyers réunis en assemblée, à savoir un lieu de culte et un cimetière⁶⁴. Il y en a 2 930 dans la région où a eu lieu le séisme mais, au Maroc, ce sont plus de 47 000 lieux de vie combinant gestion traditionnelle, dans le cadre de la *jma'a* qui gère le foncier collectif, les réseaux d'irrigation, la mosquée, et les nouvelles associations portées par des jeunes scolarisés naviguant entre la ville et le terroir et qui s'occupent de l'eau potable, de l'aménagement des terrains de sport ou des relations avec les bailleurs de fonds étrangers.

C'est l'ONE (Office national d'électricité), dans le cadre du programme d'électrification en milieu rural (PERG), qui a été la première agence publique de l'État-nation à envisager le douar comme une entité cible. Sa base de données comprend environ 30 000 douars mais ce chiffre reste très incertain. L'État ne dispose pas jusqu'en 2021 d'un recensement officiel de ces lieux de vie territorialisés pour deux raisons. La première est liée au fait que l'initiative de la création du douar et le passage d'une entité en soi à une entité reconnue ne dépendent pas de l'État. C'est la communauté organisée, émancipée par la création d'une mosquée, qui fait que le lieu-dit acquiert le statut de douar, susceptible donc de recevoir des équipements de l'État, notamment à travers la reconnaissance d'un *moqaddem*. La seconde raison est technique : le Haut-Commissariat au Plan (HCP) n'a pas adopté le douar comme unité de recensement. Il a créé son propre

⁶⁴ Aziz Iraki et Mohamed Tamim, *La dimension territoriale du développement rural au Maroc...*, *op. cit.*

découpage, constitué de districts de recensement, définis de façon mécanique à partir d'une cartographie du territoire marocain, en fonction de considérations topographiques et, accessoirement, démographiques⁶⁵.



Photo 15. Tente avec enclos, une indication sur les mutations que connaît l'élevage. La rareté des bergers oblige les habitants à réduire le volume de leur cheptel et à opter pour quelques têtes qui restent à proximité du foyer et que les femmes entretiennent (© Mohamed Tozy)

Dans sa conquête du territoire, l'État-nation s'est arrêté au niveau de la commune, même si l'idéologie nationaliste des premières années de l'indépendance l'avait obligé à construire des classes d'école dans les douars, sans pour autant les reconnaître⁶⁶. Ce choix politique explique en grande partie l'échec même de la politique d'éducation : les classes isolées ou écoles satellites ont très vite été incapables de fournir un service de qualité, notamment parce que le maître d'école affecté dans le milieu rural, souvent hostile, devait au fur et à mesure des années faire cohabiter plusieurs niveaux scolaires dans la même classe. La mise en place des politiques publiques territorialisées a fini par toucher les douars à la suite des différents rapports sur l'état du développement humain au Maroc⁶⁷, mais les douars n'ont toujours aucun statut dans la nomenclature administrative alors même que les revendications se sont déplacées à leur niveau, autour de l'accès à l'eau, à l'électricité et aux pistes. De ce fait, l'État se trouve en porte-à-faux par rapport à une entité sans cesse en mouvement : devant son incapacité à les penser, les douars ont tendance à se démultiplier, en fonction des dynamiques économiques et démographiques. Les différents *hirak* (révoltes), la virulence des revendications et la multiplication des mouvements sociaux à ce niveau ont accentué le sentiment d'incapacité des agents de l'État. Ces derniers sont confrontés à un dilemme : les normes bureaucratiques dont ils disposent ne leur permettent pas de faire une offre de services aux douars et d'anticiper leurs revendications, alors même que les moyens de communication modernes et les savoir-faire revendicatifs accumulés démultiplient les possibilités pour les ruraux de s'adresser directement au Roi.

⁶⁵ L'une des réflexions abouties sur le douar a été publiée dans la *Revue de géographie du Maroc* (numéro 8 de 1965). Elle a réuni des anthropologues (D. Hart), des sociologues (G. Lazarev), des géographes (J. Le Coz, D. Noin, J.-F. Troin), et un politologue (P. Chambergeat/R. Leveau), mais elle n'a débouché sur aucune mesure organisationnelle.

⁶⁶ Au début des années 1960, il y a eu un projet de reconnaissance des douars, à travers la proposition de faire élire des délégués à ce niveau au suffrage universel direct, mais le projet n'a jamais abouti. Voir Paul Chambergeat, « Les élections communales marocaines du 29 mai 1960 », *Revue française de science politique*, vol. 11, n° 1, 1961, p. 91.

⁶⁷ Discours du trône du 29 juillet 2015.

Cette situation est fondamentale pour comprendre les enjeux de l'après-séisme. Reconstruire, c'est restaurer tout cet écosystème complexe sans pour autant négliger les mutations en cours. Elles sont nombreuses et souvent invisibles : l'érosion relative des solidarités ; les changements des modes d'exploitation touchés par la raréfaction de la main-d'œuvre du fait de la scolarisation des garçons comme des filles, attirés par le travail dans les métropoles ; le coût trop élevé de l'élevage extensif ou de la construction des terrasses ; les corvées d'eau et de bois désormais inacceptables. Une nouvelle conception de la pénibilité et du confort, influencée par la domination des normes urbaines, doit être prise en compte. L'attachement aux terroirs est resté quant à lui intact : outre un peuplement qui reste conséquent, des retours sont possibles si l'on prend en compte la dette de la collectivité nationale vis-à-vis de ces populations et si les terroirs sont restaurés en s'inscrivant dans une modernité réconciliée dans laquelle le peuple du Haut Atlas devient le porte-drapeau d'une vision du monde écoresponsable.

Reconstruire signifie aussi, par-delà les terroirs, une réparation des traumatismes. Dans l'un des échanges les plus durs à supporter, ce fragment d'un entretien qu'a réalisé Tamim avec un enfant. Lui-même portait un casque de cycliste durant tout le mois qu'il a passé à Ouneine.

28/09, Tamim publie ce post à 9h28 :

S.O.S quelle assistance enfants orphelins, école, collège et douar ? Court récit d'une élève :

"Changements dans ma vie quotidienne du fait du séisme : je n'arrive pas à dormir quand je me rappelle l'événement. Je fais ms exercices du collège dans la précipitation. Je suis séparée de ma mère et de mes frères. Je me lave au hamam de la maison dans la précipitation. Je ne fais pas attention en classe par peur. Je ne ses pasla chaleur dans la tente. Nous restons sous le soleil toute la journée. J'ai peur quand je vois les édifications fissurés. Je pleure à bruler quand j'entend les histoires des filles qui ont perdu leurs parents. Plusieurs de mes amies et amis à l'école sont morts. J'imagine toutes les choses horribles du séisme (le ciel noir sans étoiles ; électricité coupée. Les cris de ma mère qui est sortie de notre maison laissant tout derrière elle dont nous tous et surtout ma petite soeur de quelques mois oubliée dans les draps...". Khouloud ; 8ème au collège Ouneine. 28.09.2023. Tamim.

Mohamed Tozy

Aktaten, 23 mai 2024

L'AUTEUR

Mohamed Tozy est professeur des universités à Sciences Po Aix après quarante ans d'enseignement et de recherche à l'université Hassan II de Casablanca. Ses recherches portent sur le monde rural et les sociabilités urbaines, sur les mouvements islamistes et le rapport à la pratique religieuse, ainsi que sur l'État et les façons de gouverner. Une de ses dernières publications est *Tisser le temps politique au Maroc. Imaginaire de l'État à l'âge néolibéral* (avec Béatrice Hibou, 2020).

ABOUT THE AUTHOR

Mohamed Tozy is Full Professor at Sciences Po Aix, after forty years of teaching and research at Hassan II University in Casablanca. His research focuses on the rural world and urban sociability, on Islamist movements and religious practices, and on the state and ways of governing. Among his most recent publications, *Tisser le temps politique au Maroc. Imaginaire de l'État à l'âge néolibéral* [Weaving Political Time in Morocco: Imagining the State in the Neoliberal Age] (with Béatrice Hibou, 2020).